Le défi des islams en Seine-Saint-Denis

Wilfried Serisier

Dans Hérodote 2016/3 N° 162 , pages 29 à 54
Éditions La Découverte

ISSN 0338-487X
ISBN 9782707191113
DOI 10.3917/her.162.0029
Date de mise en ligne : 06/10/2016

Article disponible en ligne à l'adresse
https://shs.cairn.info/revue-herodote-2016-3-page-29?lang=fr

CAIRN.INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.
Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.
Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Le défi des islams en Seine-Saint-Denis

Wilfried Serisier[1]

La Découverte | Téléchargé le 28/03/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 82.64.195.67)

La Seine-Saint-Denis est caractérisée par l'histoire de la banlieue rouge, des processus ségrégatifs sociaux et ethniques et une représentation d'espace marginalisé où s'accumulent des identités stigmatisées. Pourquoi analyser l'islam de Seine-Saint-Denis ? C'est d'abord pour la visibilité de l'islam local et des organisations musulmanes. De plus, en novembre 2005, c'est l'épisode de la grenade des forces de l'ordre arrivée dans l'enceinte d'une mosquée à Clichy-sous-Bois qui a déclenché l'extension des émeutes à toute l'Île-de-France puis aux métropoles de province car, dans un contexte déjà tendu, l'incident est vécu comme une humiliation supplémentaire par une partie de la jeunesse, sans qu'il n'y ait eu d'attisement par des religieux [Robine, 2011 ; Kokoreff, 2008]. Enfin, depuis 2001, existe une association singulière, l'Union des associations musulmanes de Seine-Saint-Denis, l'UAM 93, qui affirme son ancrage territorial en partant de la représentation selon laquelle la population musulmane est majoritaire dans le département et qu'elle est désormais un acteur politique.

Dans cet article, nous tentons une analyse géopolitique des relations entre la visibilité musulmane et les jeux d'acteurs sur ce territoire singulier de banlieue qu'est la Seine-Saint-Denis à la fin des années 2000. Après avoir décrit le développement des islams en Seine-Saint-Denis, nous nous concentrerons sur une analyse géopolitique de l'UAM 93, pour s'interroger enfin sur l'existence éventuelle d'un vote musulman dans ce département.

Hérodote, n° 162, La Découverte, 3e trimestre 2016.

1. Doctorant à l'Institut français de géopolitique, université Paris-VIII.

L'islam d'un territoire particulier

Une visibilité accrue du renouveau religieux en Seine-Saint-Denis

La Seine-Saint-Denis est le premier département de France par le nombre de lieux de culte musulmans (6,5 % des lieux de culte de la France métropolitaine et 25 % de ceux d'Île-de-France). En 2015, on en dénombre 160, largement plus que dans le Nord (109), les Bouches-du-Rhône (107) et le Rhône (92)[2]. Toutefois, les mosquées y sont peu nombreuses : elles représentent 40 % des lieux de culte contre 100 % dans les Bouches-du-Rhône, 73 % dans le Nord, 78 % dans le Val-d'Oise. Les lieux de culte et associations musulmanes ont une relative ancienneté, ce qui leur a permis de construire des relations avec les acteurs politiques locaux. Au-delà de la pratique religieuse, l'islam est également vécu comme un marqueur d'identité [Godard, 2015] : on parle alors d'« islam identitaire ».

L'identité musulmane, dans le 9-3, se déploie dans différents champs : écoles – on trouve en Seine-Saint-Denis 7 des 15 lycées et collèges privés coraniques de France et 20 % des 250 centres d'enseignement coraniques français. (En 2014, la Fédération nationale de l'enseignement privé musulman [FNEM] a été créée à Bagnolet) ; organisations religieuses : elles sont nombreuses dans le département. Le siège de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), qui est l'une des grandes fédérations nationales et regroupe plus de 200 associations en France, se trouve à La Courneuve. Elle organise son rassemblement annuel au Bourget : la « Rencontre annuelle des musulmans de France » désignée comme « une "fête de l'Humanité" islamique » [Amghar, 2003]. Cette fête, ayant réuni plus de 170 000 personnes en 2013, regroupe des lieux de prière, des espaces de débats et de conférences, des lieux pour les familles et une « foire musulmane » où les familles trouvent des produits halal, des services (finance islamique, agences de voyages pour les pèlerinages...) et des associations (œuvrant pour l'humanitaire, la création d'écoles privées, la construction de mosquées...). On y trouve aussi les sièges de nombreuses associations nationales : Étudiants musulmans de France, Scouts musulmans de France, Jeunes musulmans de France). Plusieurs d'entre elles sont localisées à Saint-Denis : l'organisme caritatif Secours islamique, l'« agence de presse musulmane » Saphirnews, des Instituts de formation tels que l'institut européen des sciences humaines (proche de l'UOIF), le Centre d'études et de recherches sur l'islam, et le centre du mouvement Tawhid qui lança la

2. Le dénombrement des lieux de culte musulmans a été réalisé grâce au site <www.trouvetamosquée.fr>. Le recensement officiel auquel nous avons eu accès est celui du CFCM qui ne prend en compte que les mosquées affiliées.

La Découverte | Téléchargé le 28/03/2020 sur https://shs.cairn.info (IP: 82.64.195.67)

La Découverte | Téléchargé le 28/03/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 82.64.195.67)

carrière de Tariq Ramadan. On constate une diversité de courants, ce qui contribue à limiter l'influence des salafistes quiétistes ou politiques[3]. Ainsi ces organisations, parfois concurrentes, couvrent-elles tous les domaines de la vie quotidienne des musulmans.

On évoquera enfin le halal, marqueur souvent symbolique de l'identité musulmane [Kepel, 2012a] et devenu enjeu économique. Dans le quart des communes du département, les boucheries halal représentent plus de 60 % de l'ensemble des boucheries, sans compter épiceries ou restaurants rapides vendant des produits halal. Afin de contrôler l'origine de la viande halal, dix organismes de certification ont été créés en France dont cinq dans le 9-3, notamment AVS (A Votre Service), le premier de France.

La présence musulmane est plus importante et visible dans la partie ouest du département, de Stains à Montreuil et de Bobigny à L'Île-Saint-Denis, où se concentrent à la fois les proportions fortes d'immigrés et de leurs descendants ainsi que les populations les plus paupérisées. C'est aussi la zone la plus dense du département et la plus accessible. Toutefois, cette concentration géographique ne suffit pas pour qualifier la ville de Saint-Denis de « Mecque de l'islam de France » [Kepel, 2012b]. De symbole de la chrétienté (nécropole royale) puis de banlieue rouge, la ville serait devenue le symbole de l'islam de France. Si des organisations influentes se concentrent dans la zone, elles ne sont cependant pas centrales dans l'islam de France (Grande Mosquée de Paris, RMF, CCTMF...) et cette dénomination induirait qu'il existe une nation musulmane.

La visibilité indéniable des islams en Seine-Saint-Denis peut induire la représentation selon laquelle il existe bien une « communauté musulmane » mais il convient de souligner que les pratiques et les courants sont très divers et le sont encore plus depuis l'arrivée dans le courant des années 2000 de migrants égyptiens, indiens, ou pakistanais.

L'islam en « terre de mission »

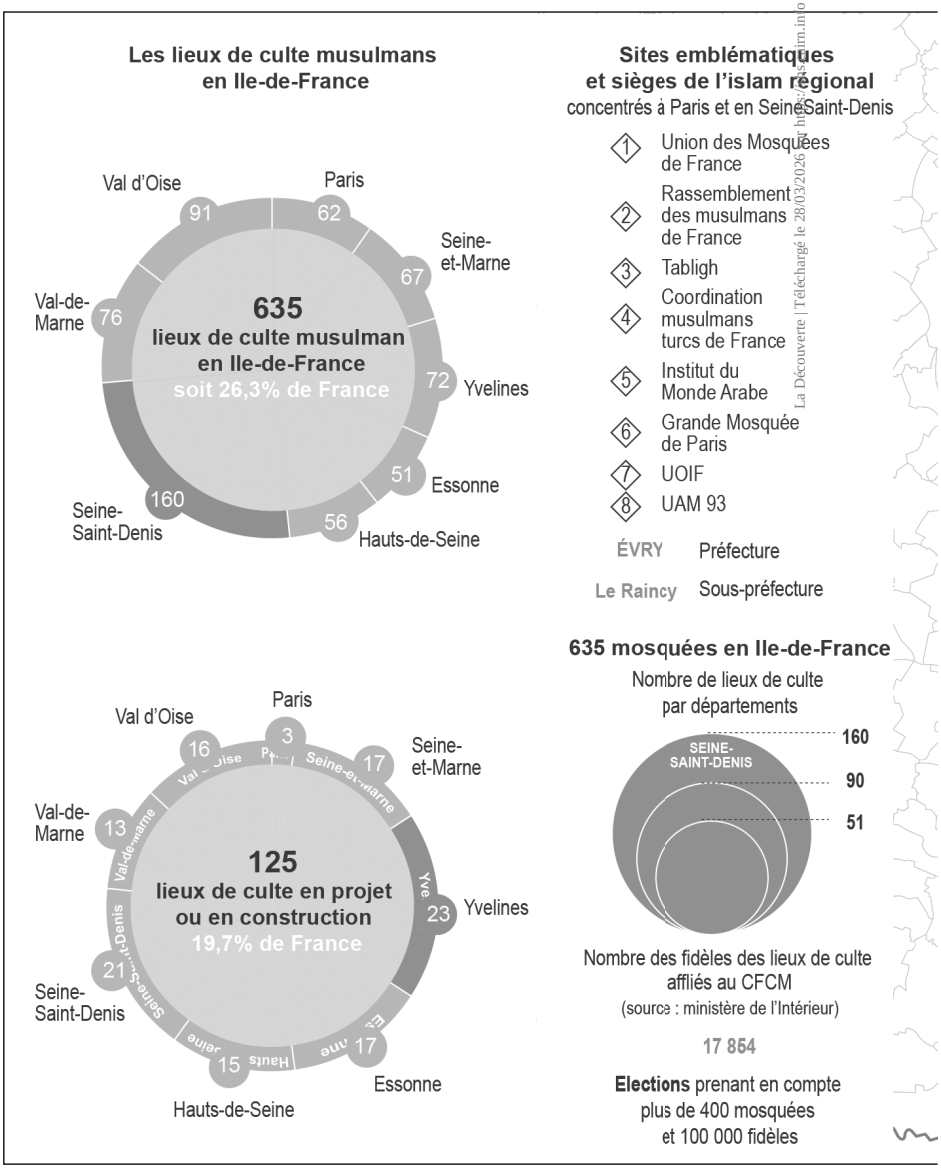
La Seine-Saint-Denis a été, dans les années 1920, une terre de mission pour les communistes et les catholiques (à travers les Chantiers du Cardinal) qui y ont exercé leur influence au travers d'un maillage serré d'organisations.

À la fin des années 1970, du fait de la sécularisation de la société, l'Église catholique a perdu son contrôle d'une partie de la société locale, puis ce fut le tour des sections communistes avec le recul du PCF qui n'a pas su intégrer les

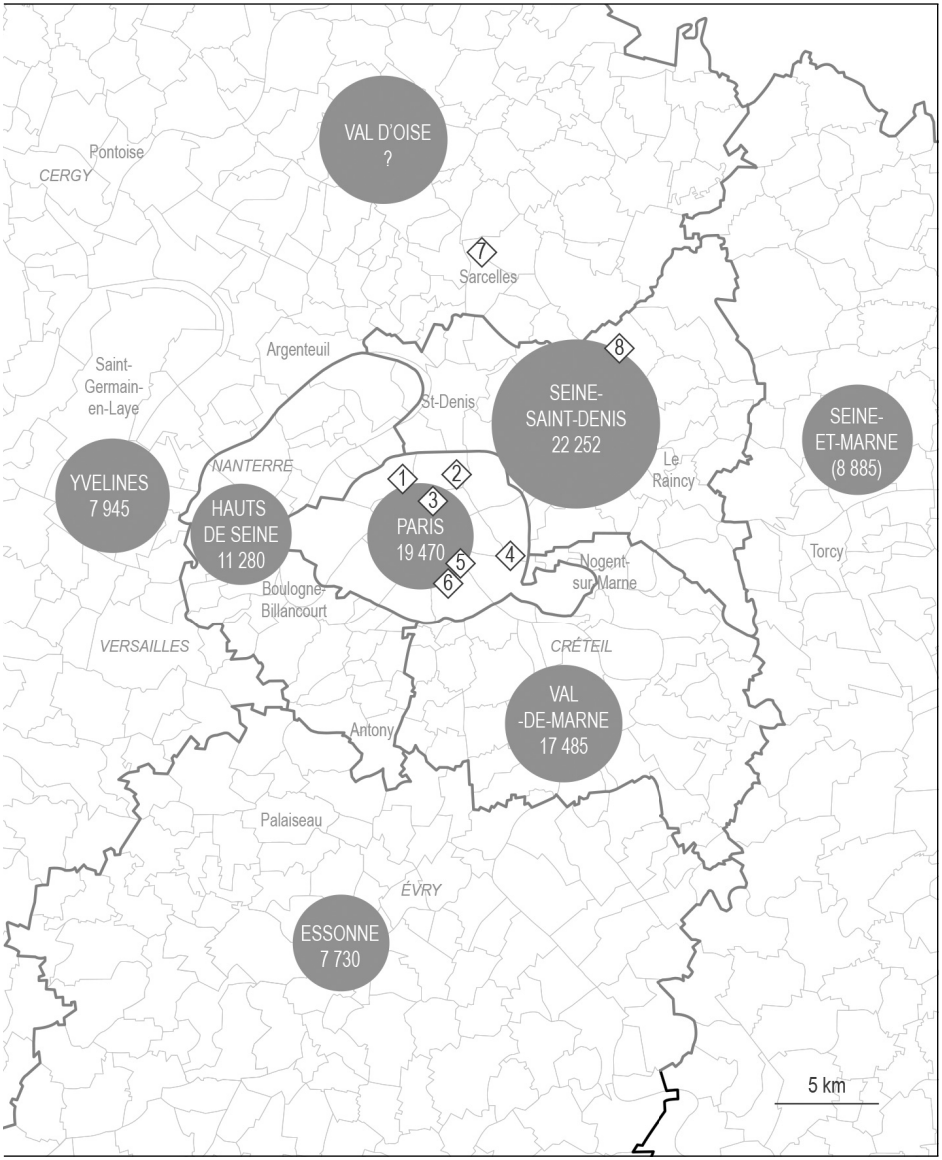
3. Sur le salafisme dans les banlieues, voir Amghar [2011], Adraoui [2013].

La Découverte | Téléchargé le 28/03/2026 (IP: 82.64.195.67)

CARTE 1. – L'ISLAM

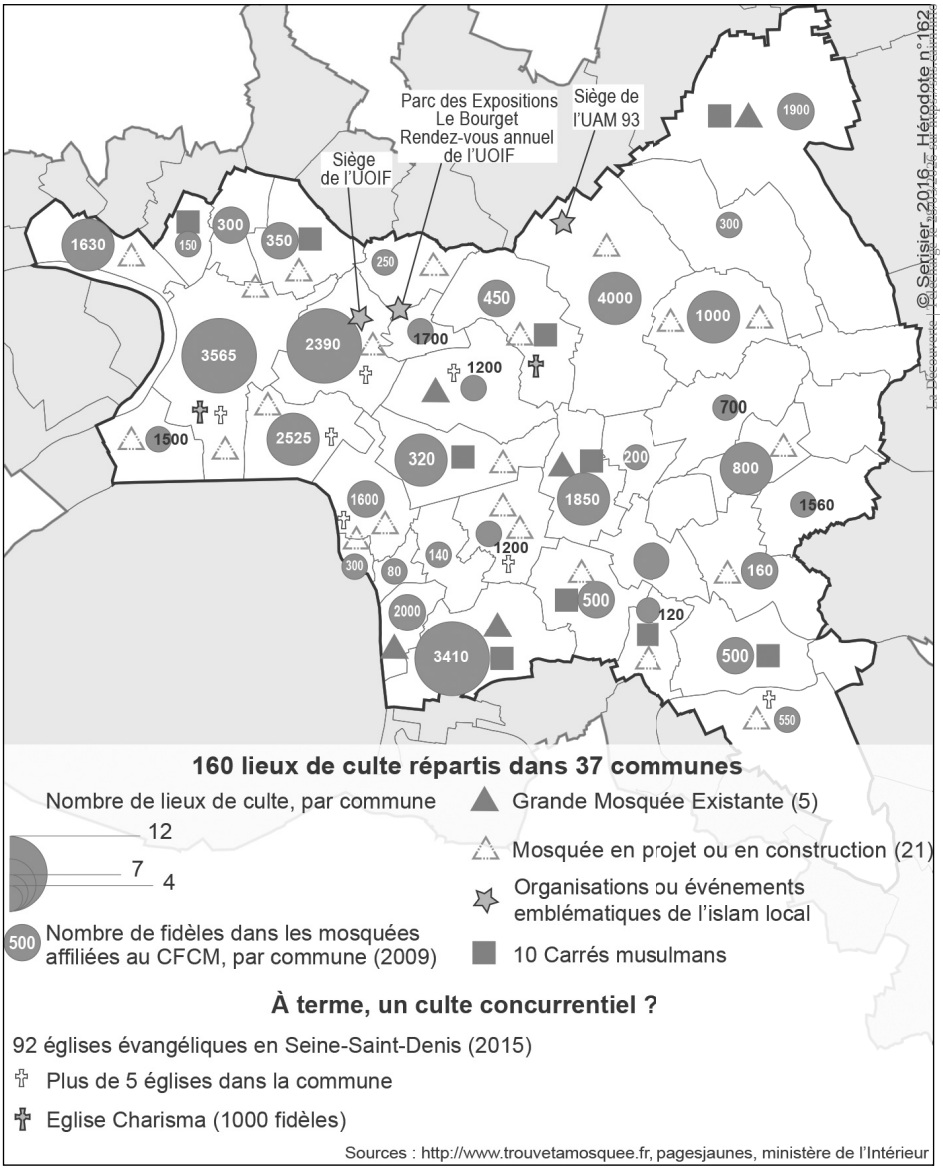


EN ÎLE-DE-FRANCE



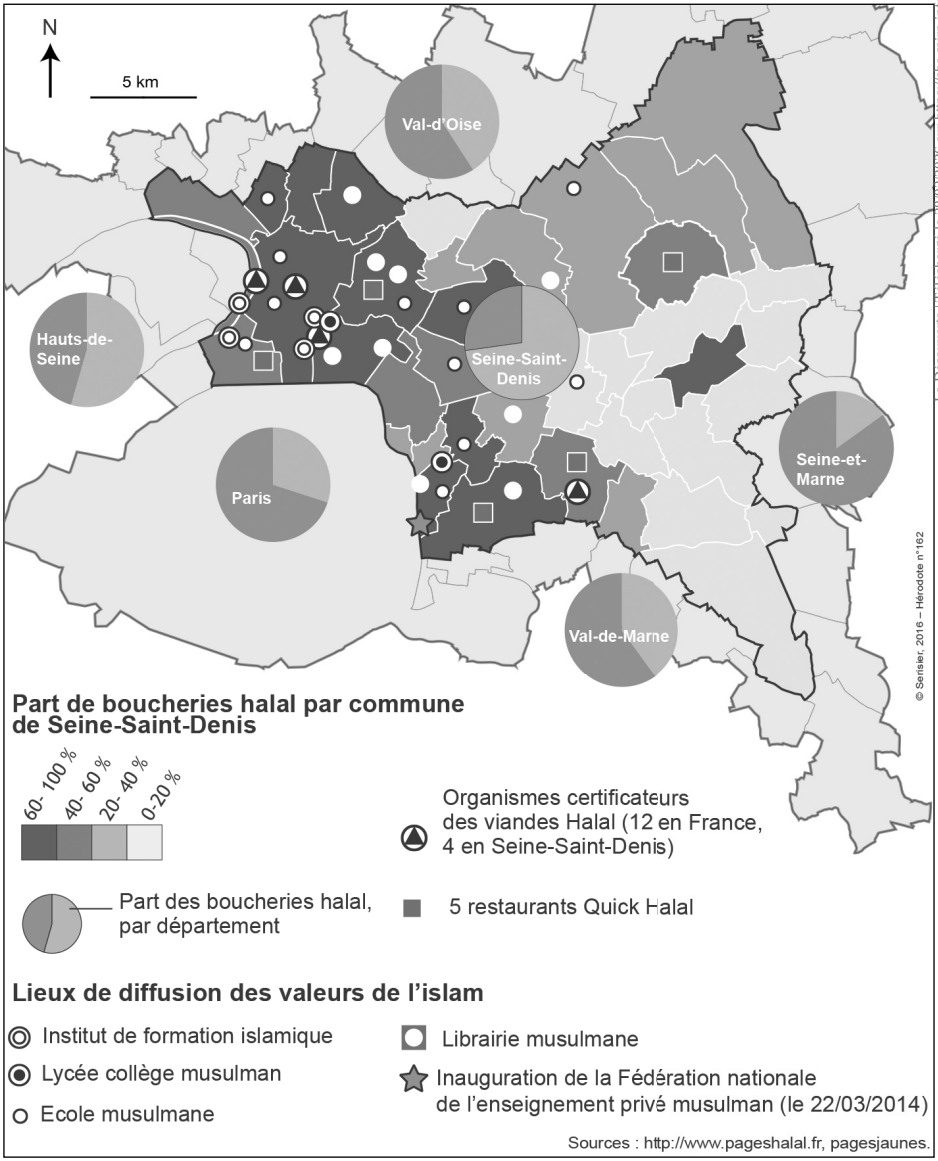
La Découverte | Téléchargé le 28/03/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 82.64.195.67)

CARTES 2 ET 3. – LA PRÉSENCE MUSULMANE EN SEINE-SAINT-DENIS



© Sétisier, 2016. – Hérodote n°162
La reproduction ou la diffusion de ce document (IP : 82.64.195.67)

La Découverte | Téléchargé le 28/03/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 82.64.195.67)



travailleurs immigrés dans la vie politique locale et a minoré l'importance de leur religion dans leur identité réduite à la seule identité ouvrière. Parmi leurs descendants, ceux que l'on appelle les « jeunes de banlieue », beaucoup ont adhéré aux objectifs de la Marche pour l'égalité en 1983 avant de voir cet espoir déçu ; inversement, à partir de la première Intifada (1987), nombre d'entre eux s'identifient plus fortement au monde arabe. Le chômage, la discrimination à l'embauche et au logement alimentent le sentiment d'abandon accru par la représentation de vivre dans des « ghettos », espaces de relégation pour des citoyens qui se perçoivent entièrement à part de l'ensemble de la société française.

Pour les étrangers, les immigrés devenus Français et les Français descendants d'immigrés qui habitent ces communes, l'islam devient une forme de socialisation au moment même où il est perçu, par la population majoritaire, comme une menace compte tenu des événements extérieurs : première guerre du Golfe ou guerre civile algérienne. Dans les années 2000, on assiste à la montée progressive des référents religieux, la question du port du voile se pose en 2004 dans un lycée de Seine-Saint-Denis avec pour protagonistes principaux l'extrême gauche et le MRAP, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples. En 2006, les services de l'État s'inquiètent de la présence de plus en plus forte et visible des « islamistes » dans les quartiers tout en sachant bien qu'ils n'étaient en rien à l'origine des émeutes de novembre 2005[4].

Au début du XXIe siècle, cette « terre de mission » est également visée par les mouvements évangéliques : la Seine-Saint-Denis est devenu le premier département de France dans les années 2000 pour le nombre de lieux de culte évangéliques (une centaine en 2010, 25 % des églises d'Île-de-France, entre 10 000 et 15 000 fidèles). Ces églises – souvent qualifiées d'ethniques – sont en majorité implantées à l'ouest de la Seine-Saint-Denis.

La dynamique de ces églises pourrait amener une nouvelle rivalité entre évangélistes et musulmans, en particulier dans les relations avec les élus locaux.

4. François Cordet, préfet en 2006, expliquait que la jeunesse du département est « fortement travaillée par l'islam, sans doute le plus intégriste », constatant « une multiplication dans les quartiers et ouvertement désormais dans les lieux publics, notamment les centres commerciaux, de femmes voilées intégralement », alertant sur le rôle de « relais de la gestion locale pris par "les barbus" que l'on voit en compagnie des "animateurs" ou "médiateurs" dans des déplacements destinés (disent-ils) à calmer le jeu (parfois avec la complicité tacite de certains élus) », courrier à l'adresse de Claude Guéant, *Le Monde*, 19 septembre 2006.

© La Découverte | Téléchargé le 28/03/2020 sur https://shs.cairn.info (IP: 82.64.195.67)

La Découverte | Téléchargé le 28/03/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 82.64.195.67)

Renouveau religieux et ségrégation sociospatiale

L'Île-de-France compte les trois départements les plus riches (Paris, Hauts-de-Seine, Yvelines) et le plus pauvre, la Seine-Saint-Denis (INSEE, 2011) de France.

Même si on constate une baisse de la ségrégation socioethnique en Île-de-France [Preteceille, 2009], celle-ci s'aggrave au niveau communal. Les immigrés qui viennent majoritairement de l'ancien Empire colonial français, s'installent dans les territoires les plus pauvres où les descendants d'immigrés sont déjà très nombreux. Ainsi, la part des immigrés est passée de 17,7 % en 1982 à 32 % en 2011 dans les communes les plus pauvres, et celle des enfants immigrés de moins de 20 ans y atteint 67,6 % en 2011. En 2010, les descendants d'immigrés de moins de 20 ans (dont un des deux parents au moins est immigré) y représentent 57 % de la population du même âge (37 % en Île-de-France). 66 % des descendants d'immigrés ont au moins un des parents issu du Maghreb, la population immigrée et ses descendants sont donc liés à l'histoire coloniale et postcoloniale et, pour une majorité, peuvent être identifiés comme des « musulmans sociologiques », c'est-à-dire des personnes nées dans des familles de tradition musulmane.

La Seine-Saint-Denis est aussi le premier chantier de rénovation urbaine de France : 20 % de ses habitants vivent dans les quartiers de la géographie prioritaire de la politique de la ville qui sont classés parmi les plus en difficulté d'Île-de-France. Et c'est dans ce type de quartier, selon l'enquête *Trajectoires et Origines*, que « les immigrés et, encore plus, les descendants d'immigrés originaires du Maghreb, du Sahel et de Turquie... accordent plus d'importance à la religion que ceux qui sont dispersés dans des quartiers peu ségrégués » [Lagrange, 2014, p. 223].

Un lobby musulman : l'exemple de l'UAM 93

L'affirmation des islams modifie le système géopolitique local du fait de l'arrivée de nouveaux acteurs. On peut identifier trois acteurs collectifs qui disent représenter la « communauté musulmane » : l'UAM 93, le Rassemblement des musulmans de France (RMF), l'UOIF. Il faut ajouter une personnalité, l'imam de Drancy Hassen Chalgoumi, soutenu par Jean-François Lagarde – maire UDI de Drancy – et qui est devenu le représentant médiatisé d'un « islam modéré » de France sans être pour autant reconnu comme tel par la base des fidèles.

L'UAM 93 a été créée en 2001, à l'initiative de dirigeants d'associations locales qui, ayant des projets de mosquée, voulaient établir des relations avec les autorités locales. Par ailleurs, à l'époque, le préfet souhaitait un « interlocuteur légitime » notamment pour le financement de mosquées. En novembre 2005, la reconnaissance

institutionnelle est consolidée par la participation de l'UAM 93 à une délégation auprès de Nicolas Sarkozy lors des émeutes.

L'UAM 93 atteste d'un changement dans le paysage musulman local et régional : elle aspire à fédérer des acteurs éclatés et à les éloigner des grandes fédérations. Elle émerge au moment d'un relatif essoufflement de l'UOIF (l'Union des organisations islamiques de France) qui peine à se renouveler générationnellement. L'UAM 93 diffuse la représentation selon laquelle la population « majoritaire » du département est désormais musulmane. Cette représentation géopolitique, indémontrable à l'heure actuelle, pose la question du nombre des musulmans en France et dans le département[5]. En 2015, dans une conférence sur la déradicalisation, le préfet de Seine-Saint-Denis estimait à 700 000 le nombre de musulmans, chiffre peu crédible car il représente 45 % de la population départementale[6].

L'UAM 93 est la seule association musulmane en France se revendiquant d'un département. Dans le courant des années 2000, elle est devenue un interlocuteur privilégié des services de l'État et des collectivités. Pour les maires, l'invitation à la rupture du jeûne est, avec souvent plus de mille personnes présentes, « le plus gros meeting de l'année ». Élisabeth Pochon, candidate PS dans la 8e circonscription, remerciait ainsi l'UAM 93 d'« être le lien entre nous tous ».

La force de l'UAM 93 réside dans son rôle d'intermédiaire entre associations musulmanes, élus et représentants locaux de l'État. Elle se présente comme une plateforme d'associations musulmanes de communes de Seine-Saint-Denis visant à promouvoir l'islam confessionnel dans le débat public, à véhiculer les valeurs de l'« islam identitaire » mais également à peser dans les débats religieux. Elle a acquis sa légitimité tant aux yeux des autorités publiques que des musulmans en marquant son indépendance vis-à-vis des pays d'origine et en faisant place à toutes les sensibilités.

En dix ans, l'UAM 93 a élargi progressivement son audience et ses fonctions : soutien aux associations locales ; facilitation des relations entre associations musulmanes et pouvoirs publics, défense et promotion des intérêts des musulmans. Elle se veut un acteur tout à la fois politique, économique et religieux, intervenant au

5. Cette visibilité est liée à la question du nombre de « musulmans » dans le département, mais celui-ci, variable selon les sources, constitue un enjeu politique. Les limitations inhérentes aux modalités du recensement national ou aux enquêtes de l'INSEE ou de l'INED rendent difficile le chiffrage des musulmans en France et *a fortiori* dans un territoire défini. De plus, la difficulté propre de l'appartenance à l'islam redouble les difficultés de l'estimation [Dargent, 2010]. Comment identifier les musulmans ? Comment mesurer les pratiquants ? Les querelles sur le nombre de « musulmans » sont produites par des acteurs générant des représentations contradictoires ayant des stratégies de stigmatisation ou d'influence.

6. *Le Parisien*, 1er février 2015.

La Découverte | Téléchargé le 30/03/2020 sur https://shs.cairn.info (IP: 92.64.195.67)

La Découverte | Téléchargé le 28/03/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 82.64.195.67)

niveau local, régional et national. Elle assure la promotion des projets de mosquée, de centre culturel et d'école islamique, participe à la création d'un label halal et argumente dans des débats cultuels (date du ramadan par exemple). Elle se mobilise dans la lutte contre le blasphème[7], la législation sur le port du voile et contre « l'islamophobie ». Les lieux de culte des musulmans récemment implantés (égyptien, indien, pakistanais) préfèrent rejoindre l'UAM 93 que les autres fédérations.

L'UAM s'appuie sur un réseau territorial assez dense d'associations et dispose d'un espace médiatique au sein de la chaîne de télévision Localetv qui promeut la « communauté musulmane » et qui, dans son émission « Bonjour 93 », organise des débats avec des élus locaux.

En s'intéressant principalement aux nouvelles générations de Français de confession musulmane, l'UAM 93 prône un islam de France et revendique la compatibilité de l'identité musulmane et de la citoyenneté républicaine.

Ses leaders, qui ont un niveau élevé de formation, se sont rapidement approprié les règles du jeu politique. M'hammed Henniche, secrétaire général de l'association, arrivé d'Algérie en 1991 pour étudier l'informatique à l'université Paris-XIII, fait partie de toutes les délégations politiques. Porte-parole efficace, il est aussi à la manœuvre dans la création des fédérations locales d'associations musulmanes (Pantin, Noisy-le-Sec), sait nouer des alliances et fustiger les associations qui ont des liens avec l'UOIF et organiser des manifestations. Il n'approuve en aucun cas le montage de listes strictement musulmanes car, soit elles obtiendraient un faible nombre de voix, soit elles rendraient trop visible l'islam. Aussi préfère-t-il se présenter aux candidats aux élections comme pouvant les conseiller sur la meilleure façon de capter les voix de l'électorat musulman. Hassen Farsadou, président de l'association depuis 2011, d'origine tunisienne, a le même profil sociologique. Il dirige l'Espérance musulmane de la jeunesse française (EMJF) et fut candidat du parti Ennahdha pour les Tunisiens de France aux élections pour l'Assemblée constituante tunisienne de 2011. Le vice-président de l'association est Dhaou Meskine, personnalité influente de l'islam national et local. Fondateur du Mouvement de la tendance islamique (devenu Ennahdha en Tunisie), il œuvra également à la naissance de l'UOIF qu'il a quittée dès 1992, lorsque des Marocains de Bordeaux en ont pris la direction. Il est aujourd'hui secrétaire général du Conseil des imams de France. Il est à l'origine du premier collège musulman privé

7. L'UAM 93 a encouragé trois députés UMP à déposer des propositions de loi pour interdire les actes injurieux contre toutes les religions. Dans l'exposé des motifs, Éric Raoult, député de la 12e circonscription de Seine-Saint-Denis, insiste sur le rôle de l'UAM : « L'une des voies permettant à ces populations une intégration réussie est le respect de leur pratique religieuse et des représentations de cette dernière. C'est ainsi que l'Union des associations musulmanes a appelé au respect des religions dans la liberté d'expression. »

de France, l'École de la réussite à Aubervilliers et il prêche à la mosquée STAMU II (Clichy) [Kepel, 2012a, p. 421-424].

Si l'UAM a été décrite comme « défenseur par excellence d'une communauté musulmane attaquée » [Kepel, 2012a, p. 498-499 ; Kepel 2012b, p. 210], elle semble poursuivre un objectif : institutionnaliser l'islam de France par-delà les tentatives du Conseil français du culte musulman.

L'UAM 93 illustre les rivalités des acteurs musulmans

L'histoire de l'UAM 93 doit être lue au prisme de l'institutionnalisation de l'islam de France et révèle que le champ des organisations musulmanes est soumis à des rivalités de pouvoirs et des intérêts divergents, et ce à plusieurs niveaux : les relations interétatiques, le national, le régional et le local. Loin des représentations selon lesquelles les lieux de culte seraient influencés par des nations étrangères, il est utile d'insister sur l'indépendance de 41 % des mosquées de France et de la neutralisation des appartenances nationales par des personnalités locales.

Dès sa naissance, l'UAM 93 s'affiche comme autonome des fédérations reconnues par l'État et présentes à différents degrés dans le département : Union des organisations islamiques de France (UOIF, proche des Frères musulmans), Rassemblement des musulmans de France (RMF, marocains), Fédération nationale de la Grande Mosquée de Paris (FNGMP, algériens), Comité de coordination des musulmans turcs de France (CCMTF)[8]. Alors que les relations entre États étrangers et organisations musulmanes de France sont de différents types[9], l'UAM 93 aspire à jouer un rôle à la même hauteur que celles-ci, tout en revendiquant un authentique islam de France. Les dissensions sont les plus fortes avec l'UOIF, qui justement conteste les liens avec les nations d'origine.

L'autonomie revendiquée par l'UAM 93 s'est faite d'abord en critiquant la représentativité du Conseil français du culte musulman (CFCM) qui de son point de vue ne représente en rien les musulmans dans la mesure où tous les musulmans pratiquants ne votent pas et ne sont pas représentés par cette instance (en 2008,

8. Sans oublier des structures minoritaires : Fédération française des associations islamiques d'Afrique, des Comores et des Antilles (FFAIACA), Foi et pratique (proche du Tabligh).

9. Le Maroc, notamment depuis l'ascension du Parti islamique de la justice et du développement, resserre les liens avec ses diasporas européennes. L'Algérie contrôle beaucoup moins les siens en Europe. Parfois, la majorité électorale acquise aux élections ne garantit pas la présidence du CFCM. Comme en 2005 où la GMP (Grande Mosquée de Paris) prit la présidence alors que la FNMF (Fédération nationale des musulmans de France) avait remporté l'élection... Les enjeux du CFCM ne sont jamais éloignés des jeux diplomatiques et de la géopolitique du Maghreb.

La Découverte | Téléchargé le 28/03/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 195.64.195.67)

La Découverte | Téléchargé le 28/03/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 82.64.195.67)

sur 2 500 lieux de culte, 1 050 participaient au vote, soient 4 900 délégués)[10]: il est l'interlocuteur de l'État sur les affaires cultuelles musulmanes. Il est vrai que la structure de représentation de l'islam confessionnel concerne 5 % des « musulmans sociologiques » [Godard 2015, p. 32]. Rappelons brièvement son processus électoral complexe qui se base sur des délégués de mosquée dont le nombre est déterminé par la surface des lieux de culte (une salle de prière de 100 mètres carrés donne droit à un délégué, une mosquée de plus de 800 mètres carrés à 15 délégués), sans compter des délégués de droit. Ces délégués votent pour l'instance nationale (assemblée du CFCM) et les instances régionales : les 25 conseils régionaux du culte musulman (CRCM). Les conseils d'administration des CFCM et des CRCM sont élus pour trois ans.

Pour l'UAM 93, la construction de l'islam de France doit émaner des territoires par l'intermédiaire d'une multitude d'unions départementales ou régionales d'associations musulmanes. Un tel modèle empêcherait le contrôle de la part des services de l'État mais permettrait la participation dans leur diversité d'un nombre important de musulmans à la désignation de leurs représentants cultuels.

Bien qu'appelant au boycott à l'égard du CFCM, l'UAM 93 a tenté de participer à toutes ses élections. À chaque élection, l'UAM 93 essaie de présenter une liste, noue des alliances avec des associations indépendantes (musulmans africains, turcs...) et dénonce systématiquement « l'islam des consulats et l'islam des affairistes ». Les listes de l'UAM 93 avaient été invalidées en 2003 puis en 2005, sous l'influence de l'UOIF. En 2008, après avoir été invalidée par le comité électoral régional (Corelec) du CRCM Île-de-France Centre, la liste dénommée « le Changement » est validée par le comité électoral national (Comelen) et recueille 20 % des voix. C'est la première fois que l'association peut « se compter » dans le jeu de l'islam local. En 2011, en augmentant son score de quatre points, M. Henniche devient vice-président du CRCM Île-de-France Centre et Hassen Farsadou son secrétaire général.

L'UAM 93, une organisation très géopolitique

L'UAM 93 diffuse une représentation géopolitique – selon laquelle dans le territoire de la Seine-Saint-Denis il y a bel et bien une « communauté musulmane »

10. En 2003, l'UAM 93, regrettant l'absence de démocratie dans la désignation des responsables du CFCM, a appelé à boycotter le scrutin et à construire une « véritable structure de l'islam de France » : « On a imposé à la communauté musulmane un président sans élection, deux vice-présidents sans élection et enfin 35 % de la future assemblée toujours sans élection. Où est la démocratie ? » selon Zinedine Berrima, porte-parole de l'UAM 93, « Des musulmans de France élisent leur instance », *Le Monde*, 6 avril 2003. En 2005, les représentants de l'UAM 93 dénoncent le « hold-up électoral » des grandes fédérations, *Le Parisien*, 9 juin 2005.

(c) La Découverte | Téléchargé le 26/03/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 82.64.195.67)

qui serait « majoritaire » –, pour bâtir une stratégie d'influence sur les pouvoirs locaux. L'existence de cette communauté musulmane majoritaire induit l'existence d'un électorat musulman qu'elle pourrait apporter à un candidat. Son action est actuellement centrée sur les communes de l'est car, à l'ouest, hormis Aubervilliers et Épinay-sur-Seine, les associations ont une autonomie complète (Saint-Ouen) ou sont déjà affiliées (à l'UOIF pour La Courneuve, au Tawhid pour Saint-Denis).

Pour comprendre le rôle de lobby électoral de l'UAM 93 il est nécessaire d'appréhender les relations entre les élus et l'islam local. Les élus sont désormais confrontés à un net accroissement des demandes spécifiques de leurs habitants musulmans telles que prêt de gymnases pour les fêtes ou de terrains pour l'abattage rituel, signature d'un bail emphytéotique pour la construction d'une mosquée, ouverture d'un carré musulman dans le cimetière, nourriture halal dans les cantines... Ces accommodements génèrent parfois des rapports tendus quand, par exemple, les promoteurs d'une mosquée rejettent le bail emphythéotique proposé par l'équipe municipale soit parce que l'UOIF préconise d'acheter le terrain, soit parce que certaines associations locales, relativement anciennes, ont les moyens d'acheter le terrain. La présence de représentants de la « communauté musulmane » permet aux maires de gérer les demandes spécifiques et/ou les conflits liés à l'exercice de l'islam.

Les équipes municipales ont, en quelque sorte, intégré un « modèle paroissial » de l'islam, encouragé en cela par le ministère de l'Intérieur qui aspire à créer une représentation unique de l'islam confessionnel. Les maires cherchent ainsi à construire une grande mosquée dans leurs communes, plutôt que de conserver de nombreux petits lieux de culte, dont ils identifient moins bien les responsables, et qui pourraient discrètement abriter des prêcheurs très radicaux. Il existe trois types de relations entre élus et acteurs musulmans [Duthu, 2009] : le contrôle des représentants par les élus[11], le traitement interculturel[12] ou interreligieux, l'accompagnement des acteurs musulmans[13]. Avec la montée en puissance de l'UAM, nous assistons

11. À Montreuil-sous-Bois, Jean-Pierre Brard avait choisi entre 2001 et 2008 de rassembler toutes les associations musulmanes au sein d'une fédération (Fédération cultuelle des associations musulmanes de Montreuil, FCAMM) lui permettant de les contrôler et de faire émerger un groupe interreligieux et un Centre national d'études du fait religieux. Malgré cette fédération, la mosquée n'a pu voir le jour [Godard, 2015].

12. À Bobigny, la participation du maire PCF Bernard Birsinger au rapport « L'islam dans la République » du Haut conseil à l'intégration l'a motivé pour nouer des relations avec l'Association des musulmans de Bobigny (AMB) et créer une délégation aux « relations interculturelles » avec un chargé de mission.

13. Pour le maire centre droit de Rosny-sous-Bois, Claude Pernès, puisque les musulmans cherchent la reconnaissance et le pouvoir, on ne peut pas parler de « repli communautaire ». La stratégie est de laisser une marge de manœuvre à l'Association des musulmans de Rosny

La Découverte | Téléchargé le 28/03/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 82.64.195.67)

à un nouveau type : un dialogue régulé par des rapports de forces locaux et non par l'intermédiaire d'une instance nationale.

Pour donner une visibilité à l'association naît l'idée d'un dîner à l'occasion de la rupture du jeûne du ramadan. Une dizaine de « dîners de la Fraternité » sont organisés à partir de 2005, réunissant à chaque fois une centaine d'invités à l'exception du Front national (préfets, député-e-s, sénateurs-trices, maires, présidents du conseil général...) avec parfois des invités d'exception (ministres, candidats à la présidentielle). Le premier *Iftâr* eut lieu en février 2005 à Neuilly-sur-Marne en présence du préfet. Le second, quelques jours après les émeutes et fut très couru. L'objectif de ces dîners est de « faciliter le contact et l'échange entre les responsables politiques et les responsables associatifs musulmans, deux acteurs appelés à travailler en partenariat et en concertation pour le bien vivre ensemble de notre département » (UAM 93, 16 novembre 2005). À travers ces dîners, l'UAM 93 montre ses capacités de négociation avec les élus et se construit comme l'interface entre associations musulmanes et acteurs politiques – tout en coupant les liens avec les membres de l'association qui ont choisi de s'engager politiquement, neutralité oblige !

Pour renforcer ses capacités de négociation, l'UAM 93 fait appel à l'engagement politique des citoyens de confession musulmane (qui est pour eux autorisée par la religion, contrairement aux préceptes salafistes qui interdisent une telle participation) et réalise un travail d'influence ciblé lors d'élections.

Ainsi, devant la montée de l'abstention en Seine-Saint-Denis, elle incite tous les musulmans à participer aux élections, notamment aux élections municipales qui aboutissent à « désigner... le premier interlocuteur des citoyens musulmans dans la cité » (17/12/2013). En vue des élections municipales de 2014, elle pousse les « associations musulmanes [à] continuer à développer une conscience citoyenne et politique des musulmans de France en les incitant à s'inscrire sur les listes électorales », argumentaire religieux à l'appui. Elles doivent « se rapprocher de tous les partis républicains pour discuter et enrichir leur programme électoral », participer aux débats et « se mobiliser le jour du scrutin pour lutter contre l'abstention », y compris en récupérant des procurations pour les élections. Enfin, des candidats de la diversité devront intégrer les listes politiques.

Se défendant de tout communautarisme, elle valorise et exhorte un civisme intégrateur : « La participation citoyenne des musulmans de France dans la gestion de leur cité participera sûrement au salut de notre démocratie » (UAM 93, *idem*) ; « Ces élections républicaines et citoyennes sont une très belle occasion pour nous de refuser le repli et la marginalisation auxquels certains voudraient nous

(AMR) devenue un interlocuteur officiel de la mairie en étant membre du conseil local de sécurité et de la prévention de la délinquance.

contraindre par la stigmatisation et la peur » (UAM 93, 03/12/2015). Enfin, elle établit un parallèle avec la contribution des « musulmans des colonies » à la libération de la France durant la Seconde Guerre mondiale.

L'UAM 93 prétend faire et défaire des élections en apportant ou pas ses soutiens à tel élu ou candidat en échange de contreparties favorisant l'exercice de culte, la diffusion de l'islam identitaire (la création d'un centre culturel...) ou pour devenir l'unique interlocuteur de la communauté locale. L'association, en interpellant les élus, entérine le fait que la « communauté musulmane » existe bel et bien, malgré ses divisions. La visite régulière des élus locaux dans les lieux de culte est aussi une marque de son existence. Enfin, sa croissance serait attestée selon l'UAM par l'augmentation des ventes de livres religieux, des pèlerinages à La Mecque, de la fréquentation des mosquées. La « communauté » pourrait ainsi apporter des appuis à toute élection en influant directement sur trois « cercles » : les adhérents actifs de l'association, les fidèles des lieux contrôlés et les musulmans fréquentant le site Internet de l'UAM 93. En retour, les élus la reconnaissent et facilitent des accommodements locaux. Ce qui semble unique en Seine-Saint-Denis, c'est le poids des réseaux musulmans dans les circonscriptions électorales.

À partir des élections municipales et cantonales de 2008, la stratégie de l'UAM se met en place. Ainsi, à la suite d'un accord avec Claude Bartolone pour les élections municipales et cantonales de 2008, l'UAM 93 exerce son influence à Bagnolet, Montreuil, Pierrefitte-sur-Seine et Aubervilliers. Les trois dernières villes ont basculé au profit du PS et de ses alliés[14]. Néanmoins, un des termes de l'accord était la mise en place d'un abattoir mobile géré par l'UAM. S'il fut effectivement installé en 2010 au parc de La Courneuve, il le fut dans une logique institutionnelle avec l'aide du CFCM présidé par l'UOIF qui avait contribué à écarter par deux fois l'UAM des élections du CFCM. L'alliance fut donc rompue avec l'équipe de Claude Bartolone.

En 2011, un communiqué de presse, signé par un « Collectif pour le réveil des citoyens musulmans », publié entre les deux tours des élections cantonales sur le site de l'UAM appelait à la fois à participer et à voter en faveur du candidat Front de gauche (et ancien maire battu en 2008 par le PS), dans le canton est d'Aubervilliers puisque la municipalité socialiste n'avait pas concrétisé ses annonces concernant la future mosquée. Pascal Beaudet, le candidat du Front de gauche, a remporté le second tour avec quelques dizaines de voix d'avance face à Évelyne Yonnet, première adjointe PS. Aux mêmes élections, le « collectif

14. Dans un entretien à l'émission « Forum débat » sur la radio Beur FM du 5 mai 2010, M. Henniche a déclaré : « On a de très bons contacts avec le président du conseil général, je peux dire et tout le monde le sait dans le 9-3 qu'on a fait sa campagne pour qu'il devienne président du conseil général, c'est officiel. »

© La Découverte | Téléchargé le 30/03/2022 sur https://shs.cairn.info (IP: 92.64.195.67)

La Découverte | Téléchargé le 28/03/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 82.64.195.67)

des musulmans de Montreuil », déclarant que Dominique Voynet (EELV) n'avait pas tenu ses engagements, a appelé à voter pour le candidat Belaïde Beddredine (Front de gauche) face à Catherine Pilon (EELV). Au second tour, le candidat FdG a gagné de 200 voix sur son adversaire.

Pour les législatives de 2012, seuls des candidats de gauche ont été soutenus. Si certains ont perdu comme Jean-Pierre Brard (FdG) face à un candidat socialiste ou Milouda Latreche (PS) à Bobigny face à Jean-Christophe Lagarde (UDI), d'autres ont gagné notamment face à des candidats UMP : Pascal Popelin (PS) et Élisabeth Pochon (PS).

L'UAM 93 veut ainsi travailler avec tous les partis sauf le FN. En dix ans, l'association a pu percevoir les évolutions des relations entre les partis politiques et les musulmans. Pour son secrétaire général, le PCF, par exemple, est passé d'une posture hostile à une attitude ouverte (démontrée par la multiplication des projets de mosquées dans les villes à majorité communiste : Bagnolet, Tremblay-en-France, La Courneuve).

Cependant, ACLEFEU, collectif citoyen né à Clichy-sous-Bois au lendemain des émeutes de 2005, qualifia d'emblée l'association comme étant de droite. Elle peut sembler proche de la droite pour trois raisons : ses valeurs religieuses conservatrices, son modèle économique basé sur la responsabilité individuelle, et la nécessité pour elle de déconstruire le lien historique entre la gauche et le vote immigré. Éric Raoult, secrétaire départemental de l'UMP, fut d'ailleurs le premier élu à la recevoir officiellement. Puis, en 2004, le premier président de l'association, Abderrahmane Dahmane, devient secrétaire national de l'UMP chargé des relations avec les associations de Français issus de l'immigration. Enfin, en 2010, Éric Raoult propose une mission parlementaire sur l'islamophobie à la demande de l'association. Des candidats UMP aux élections municipales de 2008 (Aubervilliers, La Courneuve) avaient en outre fait partie du bureau de l'association.

Cet ancrage à droite de l'UAM 93, au-delà des trajectoires individuelles, est pour une part stratégique. Comme l'« électorat musulman » apparaît acquis à la gauche, il faut pouvoir démontrer que celui-ci peut basculer à droite : « À un moment, on a mis le cap beaucoup plus à droite, et tout le monde l'a constaté. Pourquoi ? Tout simplement, les musulmans de France ont mis tous leurs œufs dans un même panier qui est celui de la gauche. Pour obtenir quoi en échange ? Rien. La droite était demandeuse. Alors on s'est dit : "Si on met deux ou trois œufs, sur cinquante œufs présents à gauche, peut-être que ça va marcher." Et, effectivement, cela a très bien marché pour nous. La droite était plus entreprenante et la gauche a commencé à se questionner à propos de ce vote qu'elle pensait acquis[15]. » Son intervention en faveur de

15. M. Henniche, <www.saphirnews.com>, billet du 8 octobre 2007.

La Découverte | Téléchargé le 07/03/2020 sur http://shs.cairn.info (IP: 82.64.195.67)

Valérie Pécresse lors des élections régionales de 2015[16] et à l'occasion des primaires de la droite en 2017 semble montrer que cette stratégie est toujours d'actualité. Si la preuve est faite que l'électorat « musulman » peut voter à droite, des négociations seront alors possibles avec des élus de gauche.

Néanmoins, l'influence de l'association doit être pondérée en considérant trois facteurs : la présence d'autres acteurs musulmans sur lesquels les élus peuvent s'appuyer, de nouvelles stratégies d'élus pour répondre aux demandes des musulmans, et la proximité de l'UAM – notamment de son secrétaire général – avec les élus, qui peut agir comme un repoussoir chez des jeunes qui, souvent, rejettent les élus.

Le rapport des élus à l'islam local risque deux écueils. D'une part, en acceptant la construction des mosquées et d'autres accommodements jugés raisonnables, les élus ne légitimeraient-ils pas les musulmans pratiquants et l'intégration par la voie religieuse, aux dépens d'une majorité de Français de tradition familiale musulmane ou musulmans non pratiquants ? D'autre part, répondent-ils à la demande de tous les musulmans qui n'auraient comme seule requête que la construction de lieux de culte ?

À la recherche d'un vote musulman

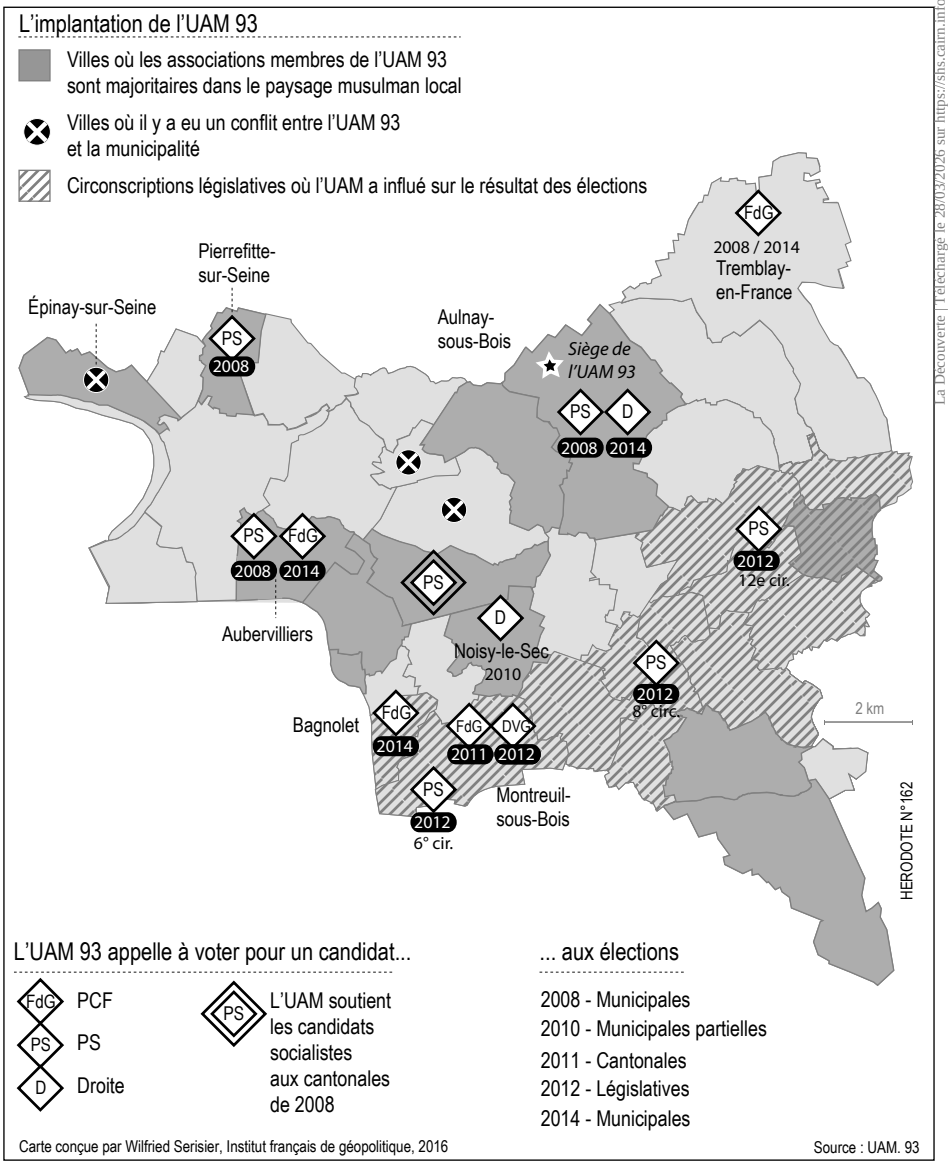
La représentation géopolitique que l'UAM 93 diffuse est qu'il existe un vote musulman et que les électeurs musulmans peuvent être influencés : d'après elle, s'il existe un tel électorat, le facteur déterminant du vote pour les électeurs se déclarant musulmans[17] est bien le religieux. La question se pose d'autant plus en Seine-Saint-Denis. Pour les organisations musulmanes, l'injonction à la

16. Un communiqué de l'UAM 93 en date du 8 juillet 2015, relatant l'Iftâr 2015 au Blanc-Mesnil (UMP), affirme : « Valérie Pécresse rencontre régulièrement l'Union des associations musulmanes de 93 (UAM 93). Contrairement à certains de ses confrères politiques, Valérie Pécresse s'est démarquée en affirmant être favorable au port du voile dans les universités à condition que le visage soit reconnaissable. » Dans un entretien au site Zaman France datant du 1er mars 2016, M. Henniche explicite : « Des éléments qui auraient séduit les musulmans qui, selon l'UAM 93, ont largement participé à l'élection de la candidate Les Républicains, notamment pour sanctionner la gauche, au regard de la gestion de la France post-attentat par le gouvernement socialiste. « Le gouvernement a franchi beaucoup de caps dans la politique de perquisition et de mise à l'index de la communauté musulmane, affirme Mohammed Henniche. J'apprécie qu'elle ne veuille pas de la présence et du soutien de Nicolas Sarkozy dans son meeting et qu'elle se refuse à s'aligner sur sa ligne droitière » <www.zamanfrance.fr>.

17. C'est toute la question des critères quand une personne se déclare musulmane. À partir de quand et comment une personne est musulmane ? Il y a un pas important entre les « musulmans sociologiques » et les musulmans pratiquants [Godard et Taussig, 2007].

La Découverte | Téléchargé le 28/03/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 82.64.195.67)

CARTE 4. – LA REPRÉSENTATION POLITIQUE DE L'UAM 93



citoyenneté semble un mot d'ordre récurrent. Le vote des citoyens de confession musulmane, qui représenterait 5 % du corps électoral à l'échelle nationale, peut donc parfois s'avérer décisif [Dargent, 2011] surtout en cas de forte abstention. Cet ancrage traditionnel à gauche s'explique par la composition sociale – il s'agit majoritairement d'ouvriers et d'employés – et non par une adhésion au libéralisme de la gauche sur le plan des valeurs culturelles [Dargent, 2011]. Sur ce terrain se jouent, d'une part, la déconvenue rapide après l'élection de François Hollande dans les quartiers populaires où l'abstention s'accentue une nouvelle fois [Robine, 2014] et, d'autre part, le « basculement du vote musulman » à droite dans la séquence électorale 2012-2015 [Kepel, 2015], ce qui s'illustre par la création en novembre 2012 de l'Union des démocrates musulmans français (UDMF). Cette dynamique peut s'observer en Seine-Saint-Denis, où le respect des normes musulmanes par les fidèles et les personnes se déclarant musulmanes s'est accentué à partir des années 1990. L'engagement au nom de l'islam dans les banlieues est pour les militants une source de légitimité qu'ils ne trouvent plus dans le monde politique [Vieillard-Baron, 2004].

Les élections municipales de 2014 : le surgissement du « vote musulman » dans la vie politique locale ?

Lors de l'élection présidentielle de 2012, en Seine-Saint-Denis, ce sont plus de 65 % des suffrages exprimés au second tour (51,6 % en France) qui se portent sur le candidat socialiste, bien plus qu'en 2007, malgré une abstention plus forte. Aux élections législatives du mois suivant, onze députés de gauche sont élus ou réélus sur douze. En 2012, les électeurs de confession musulmane ont ainsi massivement voté en faveur de François Hollande (ou contre Nicolas Sarkozy) à l'élection présidentielle et en faveur des candidats de gauche aux élections législatives[18].

Aux élections municipales de 2014, plusieurs bastions de gauche (principalement communistes) ont basculé au profit de la droite (Livry-Gargan, Le Blanc-Mesnil, Bobigny...) qui gère désormais la majorité des communes, ce qui est historique. Compte tenu de l'importance des acteurs musulmans, on peut se demander quel a été leur rôle dans ce basculement.

L'opposition de certains musulmans au « Mariage pour tous » et la rumeur sur l'enseignement de la « théorie du genre », qui a connu un large écho en Seine-Saint-Denis (notamment du fait de l'action de Farida Belgoul qui fut la porte-parole de Convergence 84, la « seconde marche des Beurs »), auraient contribué à la

18. IFOP, « Le vote des musulmans à l'élection présidentielle de 2012 » ; Fondation Jean-Jaurès, « Des musulmans de gauche », note n° 207, mars 2014.

© La Découverte | Téléchargé le 30/03/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 92.64.195.67)

La Découverte | Téléchargé le 28/03/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 82.64.195.67)

« droitisation » rapide d'une partie de l'électorat musulman, ou pour le moins à une abstention volontaire contribuant à la victoire de la droite. Des thèmes sociétaux ont été érigés en polémique locale par des candidats UMP (Bondy, Bobigny, Aulnay-sous-Bois, Le Blanc-Mesnil). Le candidat de l'UMP à Aulnay-sous-Bois, Bruno Beschizza, rappelant l'universalité de la famille, a diffusé l'ouvrage *Mehdi met du rouge à lèvres* (l'histoire d'un garçon qui se sent différent de ses copains) qui faisait partie d'une bibliographie du ministère de l'Éducation nationale sur la thématique du genre, pour choquer certains électeurs de confession musulmane. Pour finir, le président de l'association locale des Jeunes musulmans, par ailleurs président de l'UAM 93, a diffusé un long communiqué juste avant le premier tour des élections : « Pourquoi l'EMJF ne soutiendra pas Gérard Ségura », le maire socialiste sortant qui n'a pas tenu les engagements pris auprès de l'association. Au second tour, la droite a gagné 2 200 voix et le PS en a perdu 400 par rapport au premier tour. La baisse de l'abstention par rapport au premier tour a favorisé la droite. Selon M. Henniche, « la droite a su parler à la communauté musulmane et ça a marché... Cet exploit a été possible grâce à l'utilisation de la théorie du genre, comme arme redoutable pour neutraliser l'électorat musulman acquis à la gauche » (UAM 93, 25 mars 2014). Il ne faut cependant pas oublier que le premier glissement du « vote musulman » en faveur de la droite s'est réalisé *via* la candidature de François Bayrou lors de l'élection présidentielle de 2007 (15 % de ce vote selon un sondage IFOP en France, 17 % de suffrages exprimés en Seine-Saint-Denis, troisième score), candidat qui durant sa campagne avait vu juste en venant à un dîner de l'UAM.

La composition des listes pour les élections municipales de 2014 confirme cette droitisation. La liste dirigée par le candidat UDI de Bobigny, Stéphane De Paoli, était composée de personnalités affichant des caractéristiques identifiables comme « musulmanes », dont le port du voile. Le troisième de liste, membre fondateur de l'UAM 93 devenu 3e adjoint dans la mandature 2014-2020, avait présidé l'Union des associations musulmanes de Bobigny[19]. Il avait présenté une liste indépendante en 2008, dont le programme contenait la transparence dans les affaires locales, des investissements dans les écoles et un dispositif pour que les enfants connaissent leurs origines (360 voix, 4 % des suffrages exprimés). La liste UDI de 2014 était soutenue, entre autres, par l'UDMF. Si on ne peut distinguer le motif

19. Dans le programme même, certains engagements ont pu coïncider avec certaines valeurs que des électeurs de confession musulmane pouvaient entendre comme : « l'enrichissement par nos diversités » (créer une fête de la famille, promouvoir un Musée de l'histoire des colonies françaises pour « permettre à chacun de valoriser ses racines familiales et son histoire personnelle et enrichir notre communauté citoyenne dans un esprit de partage, de rencontre et d'intégration républicaine ») (www.jevotedepaolipourbobigny.fr).

religieux du mécontentement des militants des quartiers populaires à Bobigny, on ne peut dénier le « facteur communautaire » dans le succès des listes du centre droit, prouvant l'efficacité du réseau politique de l'UDI.

Cependant, la religion, qui est devenue un facteur identitaire, se superpose à d'autres éléments particuliers qui rendent plus complexe la situation sociopolitique. À la Seine-Saint-Denis sont associées les représentations de territoire marginalisé, de concentration de publics « discriminés ». Les effets des images de « ghetto » auquel le facteur djihadiste s'est ajouté dans la longue histoire des représentations pour qualifier les « quartiers populaires » (« ghetto », « apartheid », « Molenbeek »...) ont contribué à ce que leurs habitants se pensent comme des victimes, ce qui a eu le double effet de faciliter le travail de tous les militants religieux et des extrémistes de droite (FN et identitaires), et d'accélérer la « tentation du repli » [Kepel, 2012b].

L'identité musulmane en Seine-Saint-Denis s'associe donc avec d'autres. La question est de savoir quelle est la part des différents facteurs dans le vote : la question sociétale semble avoir pris le pas sur la question sociale, les échelles nationale et internationale semblent, dans les quartiers populaires, prendre le pas sur l'échelle locale où « il n'y a que des élections nationales » [Robine, 2014].

D'un vote ethnique au vote musulman ?

Une des premières études électorales concernant l'hypothèse d'un vote ethnique, en l'occurrence maghrébin, était celle de S. Kelfaoui, dont l'un des terrains d'étude était Saint-Denis. S'il n'existait alors pas, selon elle, de « vote maghrébin », des traits typiques de la part des électeurs issus de l'immigration maghrébine se détachent et des « capteurs de suffrages ethniques » chargés de rabattre des suffrages communautaires vers tel ou tel parti pouvaient exister [Kelfaoui, 1996]. Ces « capteurs » existent bel et bien et certains se sont spécialisés dans le vote musulman. Une série de votes ethniques a été identifiée dans les années 2000 en Seine-Saint-Denis, en faveur de la candidate PRG Christiane Taubira en 2002 et, dans un genre très différent, de la liste Euro-Palestine aux européennes de 2004 qui offre à ces électeurs l'occasion de s'identifier avec le destin d'« une population avec laquelle on considère partager une même origine, une même culture et – ce n'est pas le moins important – une même identité d'opprimés, faite de relégation et de stigmatisation » [Braconnier et Dormagen, 2010]. Ces listes obtiennent en Seine-Saint-Denis des scores plus importants que la moyenne régionale.

Aux législatives 2012 et aux municipales 2014, des listes revendiquant la « diversité » se sont multipliées, atteignant parfois des scores élevés (16 % pour

© La Découverte | Téléchargé le 28/03/2024 sur https://shs.cairn.info (IP: 82.64.195.67)

La Découverte | Téléchargé le 28/03/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 82.64.195.67)

les deux listes Diversité à Bondy en 2014). Si une des caractéristiques communes de ces listes est la revendication d'une ouverture de la représentation politique, certains candidats ont des demandes d'islam. Un candidat UDI à la 9e circonscription de Seine-Saint-Denis en 2012 (adjoint du maire UDI de Noisy-le-Sec) a adressé un courrier à « mes frères musulmans », qui évoquait la joie sur le visage de sa mère au retour de La Mecque, s'engageait à lutter contre les discriminations, à favoriser la construction de lieux de culte et à établir un jumelage avec une ville du Maghreb. Il obtint 4 200 voix, principalement dans sa commune.

Dans cette période a émergé l'Union des démocrates musulmans français (UDMF) qui revendique 700 adhérents en 2015 et exige la « citoyenneté pour tous », partant du constat de l'islamophobie et de l'échec des politiques d'intégration. Le programme de ce parti se développe selon un axe de moralisation de la vie publique et privée (protection de la famille, lutte contre la parole xénophobe...), un volet économique libéral (allégement du code du travail, développement du commerce halal, finance islamique...) et international (paix au Moyen-Orient et protection européenne contre l'islamophobie).

L'UDMF, rejetée par l'UAM 93 parce que son existence alimenterait l'islamophobie[20], s'inspirant du Parti chrétien-démocrate, comptait présenter des candidats aux élections municipales de 2014 notamment à Bobigny mais comme elle n'y est pas parvenue, Stéphane De Paoli a intégré une personnalité de l'UDMF dans sa propre liste. La percée de l'UDMF survient aux élections régionales de 2015 (12 530 voix, 0,4 % des suffrages exprimés). Ses scores les plus élevés se trouvent dans les Yvelines (Mantes-la-Jolie, Chanteloup-les-Vignes, Trappes), dans le Val-d'Oise et surtout en Seine-Saint-Denis où elle a obtenu 3 520 voix, 1,3 % des suffrages exprimés (0,5 % des inscrits), obtenant ses meilleurs scores à Villetaneuse (4,7 % des suffrages exprimés), La Courneuve (4,4 %), Stains (3,7 %), Pierrefitte (3,5 %), Bobigny (2,9 %).

L'islam comme menace suscite-t-elle le renouveau du vote FN ?

Les représentations concernant le vote musulman peuvent susciter et conforter d'autres représentations, comme par exemple celle de l'« islamisation » à laquelle l'électorat FN est très sensible.

Une représentation de l'islam en termes de menace a été élaborée par le maire de Montfermeil, Xavier Lemoine (Parti chrétien-démocrate). Pour lui, la population départementale se divise en trois ensembles : 500 000 « Français au carré » « vieillissant et déménageant », 500 000 étrangers et 500 000 Français d'origine

20. *Le Parisien,* édition Seine-Saint-Denis, 6 février 2014.

étrangère qui ont un taux élevé de natalité. Comme ces deux dernières catégories seraient constituées de personnes de confession musulmane, on assisterait à un « basculement démographique et culturel ». Or, selon lui, comme l'Occident est une « civilisation du Je » et l'islam « une civilisation du Nous », il y aurait incompatibilité structurelle entre les deux. Malgré ses discours, le maire de Montfermeil, alors président de la communauté d'agglomération de Clichy-Montfermeil, a signé la cession d'un terrain à une association cultuelle pour une grande mosquée à Clichy-sous-Bois (projet depuis enlisé à la suite des rivalités entre acteurs musulmans locaux), acte qui lui valut la récrimination des sites identitaires.

Parallèlement, les militants du FN colportent des représentations des quartiers de Seine-Saint-Denis comme étant en cours d'« islamisation », voire d'« occupation ». Imprégnés par ce type de représentations et ayant en mémoire la lutte contre l'« islamisation de la France » du programme de Bruno Mégret en 2002 (dont la majorité des cadres de Seine-Saint-Denis était proche), le Front national retrouve une certaine audience dans le département depuis 2010. Ce renouveau est illustré par le choix du jeune secrétaire départemental du FN local, nouveau conseiller régional, comme président du nouveau collectif Banlieues Patriotes (inauguré en janvier 2016), qui sert à diffuser les idées du Rassemblement Bleu Marine dans les banlieues en vue de l'élection présidentielle de 2017. Au niveau électoral, si l'on constate un regain aux élections présidentielle et intermédiaires depuis 2010, mais sans atteindre les scores de la période 1990, aux élections municipales, le FN ne parvient qu'à monter deux listes sur les 40 communes du département.

Peut-on observer une corrélation entre présence musulmane et vote Front national ? Sur la période 2012-2015, la force du vote FN se constate à l'est d'une ligne Dugny-Bobigny-Rosny-sous-Bois, c'est-à-dire hors de la petite couronne parisienne très dense. Alors que le discours contre l'islamisation se diffuse, c'est dans la zone où la présence musulmane est la plus dense que le FN est le plus faible mais également que l'abstention atteint ses scores les plus importants de France, là où les descendants d'immigrés sont les plus implantés.

La Seine-Saint-Denis est, dans le discours militant du Front national, un repoussoir où s'amalgament un certain nombre de représentations dont celle de l'islamisation et de l'islam comme étant incompatible avec la France. Ces dernières peuvent faire croire en miroir à l'existence d'un vote musulman, ce qui motive en retour la consolidation voire la multiplication du vote d'adhésion au FN.

Bien qu'il y ait des signes de l'efficacité des représentations du « vote musulman », on ne saurait conclure, même en Seine-Saint-Denis où la présence musulmane est visible et l'activisme des organisations musulmanes élevé, à l'homogénéité et à la structuration d'un tel vote. D'une part, les votes d'adhésion à des candidats connus pour être représentants de la communauté musulmane ne sont pas massifs. D'autre part, en Seine-Saint-Denis, le facteur religieux demeure aujourd'hui

© La Découverte | Téléchargé le 28/03/2020 sur https://shs.cairn.info (IP: 92.64.195.67)

La Découverte | Téléchargé le 28/03/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 82.64.195.67)

un déterminant faible des raisons de voter ou de ne pas voter, sauf peut-être pour une petite minorité salafiste.

Conclusion

Le facteur musulman n'est ainsi pas déterminant dans les élections en Seine-Saint-Denis car d'autres facteurs (âge, CSP...) interviennent, associés à des caractéristiques spécifiques aux banlieues des métropoles (notamment l'origine ethnique). En effet, les inégalités sociales persistantes et les discriminations raciales rendent complexes les processus d'intégration et d'inclusion sociales des jeunes Français habitant ces territoires. Des représentations concurrentes entre elles, portées par différents acteurs, ont pour cibles ces jeunes qui peuvent cumuler les identités victimaires de « banlieusard », « musulman », « descendant de colonisé », « discriminé », « Noir » ou « Arabe ». Ce cumul pouvait favoriser jusqu'en 2012 le vote à gauche. Cependant les déceptions successives pourraient éloigner de la gauche cet électorat aux identités multiples mais en recherche d'un même récit.

Les leaders de l'UAM 93 tentent de dissocier l'électorat musulman aux valeurs conservatrices, pouvant facilement voter à droite, de l'électorat maghrébin, laïc et marqué par les années du FIS et donc antimusulman, votant à gauche. Ils essaient ainsi de neutraliser la dimension ethnique dans l'orientation électorale au profit de la dimension religieuse, ce qui semble une gageure tant se mêlent l'islam identitaire de banlieue et les identités ethnicisées. Dès lors, ils entrent en conflit avec les islamo-gauchistes.

Dans cette stratégie, l'UAM 93 tente de populariser l'idée d'un islam français, ce qui n'est pas évident compte tenu, d'une part, de la remontée des scores électoraux du Front national qui diffuse la représentation d'une islamisation rampante, et, d'autre part, de la montée, certes contrôlée, des salafistes. En tout cas, la Seine-Saint-Denis, où aucun quartier ne ressemble à « Molenbeek » et où encore moins le pouvoir local serait aux mains des salafistes, est bien un « laboratoire de l'islam de France[21] » ou mieux des islams en France, rendant possible une institutionnalisation émanant du local qui s'éloignerait du modèle actuel où priment les relations interétatiques.

Enfin, les tendances analysées montrent que l'électorat de Seine-Saint-Denis est en pleine mutation malgré la force de l'abstention avec l'arrivée de nouveaux électeurs, une déprise du vote à gauche, des mutations de l'offre de gauche, un renouveau de l'extrême droite, une montée de la droite et du nouveau centre.

21. A.-B. Hoffner, « La Seine-Saint-Denis, laboratoire de l'islam de France », *La Croix*, 1er avril 2010.

Bibliographie

ADRAOUI M.-A. (2013), *Du Golfe aux banlieues. Le salafisme mondialisé*, PUF, Paris, 234 p.

AMGHAR S. (2003), « Le congrès du Bourget. Une fête de l'Humanité islamique », *Confluences Méditerranée*, n° 46, L'Harmattan, Paris, p. 147-155.

AMGHAR S. (2011), *Le Salafisme d'aujourd'hui. Mouvements sectaires en Occident*, Michalon, Paris, 283 p.

BRACONNIER C. et DORMAGEN J.-Y. (2010), « Le vote des cités est-il structuré par un clivage ethnique ? », *Revue française de science politique*, vol. 60, n° 4, p. 663-689.

DARGENT C. (2010), « La population musulmane de France : de l'ombre à la lumière ? », *Revue française de sociologie*, 51 (2), avril-juin, p. 219-246.

DARGENT C. (2011), « Le vote des musulmans », note du CEVIPOF, série « Les électorats sociologiques ».

DUTHU F. (2009), « Le maire et la mosquée. Islam et laïcité en Île-de-France », *L'Année du Maghreb*, n° 5, p. 439-460.

GODARD B. (2015), *La Question musulmane en France*, Fayard, Paris, 352 p.

GODARD B. et TAUSSIG S. (2007), *Les Musulmans en France*, Robert Laffont, Paris, 464 p.

GOUARD D. (2013), « Le rapport à la politique des musulmans dans l'ancienne banlieue rouge », intervention au congrès de l'Association française de sciences politiques (AFSP), accessible sur <http://www.afsp.info/congres2013>.

KELFAOUI S. (1996), « Un vote "maghrébin" en France ? », *Hérodote*, n° 80, La Découverte, Paris, p. 130-155.

KEPEL G. (2012a), *Banlieue de la République*, Gallimard, Paris, 544 p.

KEPEL G. (2012b), *Quatre-vingt-treize*, Gallimard, Paris, 336 p.

KEPEL G. (2015), *Terreur dans l'Hexagone*, Gallimard, Paris, 352 p.

KOKOREFF M. (2008), *Sociologie des émeutes*, Payot & Rivages, Paris, 335 p.

LAGRANGE H. (2014), « Le renouveau religieux des immigrés et de leurs descendants en France », *Revue française de sociologie,* n° 55, p. 201-244.

PRÉTECEILLE E. (2009), « La ségrégation ethnoraciale a-t-elle augmenté dans la métropole parisienne ? », *Revue française de sociologie*, n° 50, p. 489-519.

ROBINE J. (2011), *Les Ghettos de la nation. Ségrégation, délinquance, identités, islam*, Vendémiaire, Paris.

ROBINE J. (2014), « Hollande et les "quartiers", une grande déception... qui n'explique sans doute pas la déroute électorale », *Hérodote*, n° 154, La Découverte, Paris, p. 93-106.

VIEILLARD-BARON H. (2004), « De l'objet visible à la présence ostensible ? L'islam dans les banlieues », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 96, p. 91-102.

La Découverte | Téléchargé le 28/02/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 82.64.195.67)